



## PRESIDENT'S PODIUM

# Over-Supply/ Under-Supply

The network that provides vision and eye care services to Canadians needs rethinking and re-alignment!

**I**t is time for major planning and action by Government and the applicable professions to ensure quality vision and eye care in the future.

Many questions, however, must first be addressed.

Do we need more optometrists, more ophthalmologists, more opticians? What is the future relationship to be between these groups? What type of training is appropriate for the services they are to deliver? Where does each group fit into the total scheme of things? How much control over vision and eye care should be allowed by Government, by the consumers, by the professional Associations and Colleges, by the corporate sector? Are the present checks and balances within the system adequate? What ratios of professionals to population are realistic for each group of service providers?

The list goes on and on.

We can see the glimmering of an answer when studies are published such as the Western Canada Health Manpower Training Study, the studies of vision care service delivery in Ontario, the study, commissioned by CAO, *Forecasting Optometrist Supply Requirements to the Year 2005*, etc.

But when reviewing these studies, some additional concerns become clear. First, it is necessary to consider all the service groups together, particularly in terms of their remarkable impact on each other's statistics. For example, if there should be a rapid growth in the number of dispensing opticians, who is going to provide the basic prescriptions from which they are able to initiate their services?

Secondly, the cost of training practitioners becomes a factor if there is an overlap in their scope of practice. Why train an ophthalmologist for over eleven years, with the emphasis on surgery and disease management (secondary and tertiary levels of care) when many spend a high percentage of their practice time in primary care? Would it not be more appropriate to have Optometry further dominate the primary care field? Consider, too, that 95 percent (!) of the vision and eye care patients in Canada

require primary care services. The specialized training in physiological and ophthalmic optics, along with the management of the patient's functional vision needs, are the optometrist's areas of specialty.

Next, we must also consider the practitioner/population ratio game. Even given the diversity of the Canadian population profile, the quest for an "acceptable" national ratio goes on. Ophthalmology: 1:28,000? 1:30,000 or higher? Optometry: 1:10,000? 1:8,000 or lower? Certainly a number of recent studies have indicated that there is a projected over-supply of ophthalmologists and opticians. There is also presently an under-supply of optometrists.

With a growing need identified for optometrists in consultative roles, for example, to Government and to Industry in the Low Vision and geriatric care fields (particularly as Canada's aging population continues its progressive statistical trend), one needs look no farther than Quebec to see how an optometrist/population ratio of *less* than 1:8,000 has promoted a high standard of vision throughout the province.

It is fine to have studies and statistics, but it is necessary now to start using the knowledge we gain, and have gained, from them. It is important that a rational direction be carefully considered to define the roles the various players are to take in the future. Left unplanned, trends may develop which will be counterproductive to the visual welfare of all Canadians.

CAO has produced a major manpower study, a Role Document and an Optometric Consultant's Role Model for use within Government. A June meeting of all optometric leaders in Canada at Interaction '86 has contributed greatly to the further preparation by this profession for its future place in Canada's national health care planning!

Bruce N. Rosner, OD  
President



## MOT DU PRÉSIDENT

# Trop ou pas assez

## Il y a lieu de repenser et de rajuster le réseau qui assure les soins opculo-visuels aux Canadiens

Il y a lieu de repenser et de rajuster le réseau qui assure les soins opculo-visuels aux Canadiens.

Il est temps que le gouvernement et les professions intéressées mettent en chantier des plans et des mesures de taille afin d'assurer des soins opculo-visuels de qualité dans l'avenir.

Toutefois, il faut d'abord se poser plusieurs questions.

Nous faut-il un plus grand nombre d'optométristes, d'ophtalmologistes ou d'opticiens? Quels seront les rapports entre ces trois disciplines à l'avenir? Quel genre de formation convient aux services qu'elles offrent? Quelle est la place de chacune dans l'ensemble? Quel niveau de contrôle peut être exercé sur les soins des yeux et de la vision par le gouvernement, par le consommateur, par les associations et les collègues professionnels et par l'industrie? Les contreponds actuellement en place suffisent-ils? Quel est le rapport idéal entre le nombre de praticiens de chaque catégorie et la population?

Et la liste continue.

On peut trouver l'ombre d'une réponse dans les résultats d'une variété d'études, par exemple l'étude sur la formation des professionnels de la santé dans l'Ouest du Canada, les études qui ont été faites en Ontario sur la prestation des services opculo-visuels, l'étude commandée par l'ACO sur la prévision de la demande de services optométriques jusqu'à l'an 2005 et tant d'autres.

En lisant ces études, on constate que bien d'autres questions se posent. D'abord, il faut considérer tous les groupes collectivement, particulièrement du point de vue de l'effet marqué que chaque groupe exerce sur les autres du point de vue statistique. Par exemple, s'il devait y avoir accroissement rapide du nombre d'opticiens d'ordonnance, qui fournirait les ordonnances sur lesquelles repose leur commerce?

Deuxièmement, le coût de la formation des praticiens devient un facteur s'il y a chevauchement de leurs aires de pratique. Pourquoi former un ophtalmologiste pendant onze ans, en lui inculquant toutes les connaissances voulues en matière de chirurgie et de traitement des pathologies (niveau des soins secondaires et tertiaires) alors que nombre d'entre eux consacrent une très grande part de leur temps aux soins primaires? Ne serait-il pas préférable que

l'optométrie assume une position plus dominante à l'égard des soins primaires? N'oublions pas que 95% (!) des patients bénéficiant de soins opculo-visuels au Canada reçoivent un traitement primaire. La formation spécialisée en optique physiologique et ophtalmique et la gestion des besoins de vision fonctionnels du patient relèvent de la spécialité de l'optométriste.

Et il faut aussi penser au ratio praticiens-population. Bien que le profil démographique du Canada soit très diversifié, le rapport idéal à l'échelle nationale nous échappe toujours. Ophtalmologie : 1:28 000? 1:30 000 ou plus? Optométrie : 1:10 000? 1:8 000 ou moins? Plusieurs études récentes ont certes montré qu'on peut s'attendre à ce qu'il y ait un surplus d'ophtalmologistes et d'opticiens à l'avenir. Actuellement, il y a aussi un manque d'optométristes.

Vu que se manifeste un besoin grandissant d'optométristes comme conseils, par exemple auprès du gouvernement et de l'industrie, dans le domaine de la basse vision et celui des soins gériatriques (surtout lorsqu'on sait que la population du Canada continue à vieillir au plan statistique), il suffit de considérer l'exemple du Québec pour voir comment un rapport optométriste-population *inférieur* à 1:8 000 a occasionné un relèvement du niveau de la vision partout dans la province.

Il est excellent d'avoir des études et des statistiques, mais il est temps de commencer à tirer parti des connaissances qu'elles nous ont procurées et continuent à nous procurer. Il est important de définir les rôles qui seront dévolus à l'avenir à chacun des joueurs dans le cadre d'une orientation raisonnée. En l'absence de planification, il se peut que naissent des tendances qui sont au détriment de la santé visuelle de tous les Canadiens.

L'ACO a préparé une vaste étude de main-d'oeuvre, un document sur le rôle de l'optométriste et un modèle du rôle du conseiller en optométrie à l'usage du gouvernement. La tenue d'Interaction 86 en juin, occasion de rencontre de tous les dirigeants de l'optométrie au Canada, a contribué beaucoup à la préparation de la profession pour son rôle futur dans la planification des soins de la santé au Canada.

Le président,  
Bruce N. Rosner, OD